



**Levrat Marie, Menétrey Lucie**

Erasmus+, il est temps de garantir une participation de la Suisse

Cosignataires : 0

Réception au SGC : 12.02.24

## Dépôt

Le Canton de Fribourg demande au Conseil fédéral de présenter au Parlement un message pour le financement d'Erasmus+.

## Développement

Le programme Erasmus+ est le programme de l'Union européenne destiné à soutenir l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport en Europe. Il permet à des milliers d'étudiant-e-s de participer à des programmes de mobilité et d'échange. Cette possibilité n'est pas seulement une chance pour les étudiant-e-s mais également une immense opportunité de promouvoir l'inclusion sociale. C'est ainsi toute la société qui profite de la participation à un tel programme. Erasmus+ est un programme européen au service de jeunes en formation supérieure, professionnelle ou sportive.

En octobre 2023, le Conseil fédéral annonçait avoir demandé au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) d'élaborer un mandat de négociation portant notamment sur Erasmus+ et Horizon Europe. Cette amélioration des rapports entre la Suisse et l'Union Européenne est à saluer. Elle ne doit pas avoir pour conséquence de reléguer le programme Erasmus+ au fond du tiroir ou permettre d'utiliser le programme comme moyen de rétorsion. Le monde de la formation supérieure, mais aussi professionnelle et sportive, souffre durement de la non-association à ce programme et, à l'occasion du triste anniversaire des 10 ans de l'exclusion de la Suisse (9 février), le Canton de Fribourg doit envoyer un signal clair au Conseil fédéral pour soutenir des négociations qui aboutissent enfin à une association complète de la Suisse au programme Erasmus+.

Le Conseil fédéral n'a pas encore soumis de message relatif au financement de la pleine adhésion de la Suisse à Erasmus+. Il l'a cependant déjà fait en 2020 pour le programme de recherche Horizon Europe. La Suisse a plus que jamais besoin d'une politique d'encouragement cohérente en matière de participation aux programmes estudiantins de mobilité et d'échange européens. Il s'agit également de montrer à l'Union européenne une volonté de participer pleinement et entièrement auxdits programmes et de ne plus prêter le flanc aux critiques de « cherry picking » en la matière, qui ternit l'image de la Suisse. Une approche cohérente et ouverte renforcerait la crédibilité et la position de la Suisse en vue d'autres sujets de négociation avec l'Europe.

En conséquence, cette résolution demande au Conseil fédéral de présenter au Parlement un message relatif au financement d'Erasmus+. Elle demande également aux commissions compétentes du Parlement de réserver à ce message un accueil qui soit à la hauteur des enjeux de formation.

—